



N° d'ordre

Expédition

Délivrée à
Pour la partie

le
€
JGR

Numéro du répertoire

2023 /

R.G. Trib. Trav.

21/58/A

Date du prononcé

25 octobre 2023

Numéro du rôle

2023/AL/35

En cause de :

L F
C/
LA VILLE DE MALMEDY

Cour du travail de Liège

Division Liège

Chambre 3 C

Arrêt

ACCIDENTS DE TRAVAIL, MALADIES PROFES. - accidents du travail
Arrêt contradictoire

* risques professionnels – accident du travail – secteur public- rôle du medex-
événement soudain
Loi du 3 juillet 1967
Arrêté royal du 13 juillet 1970, articles 8 et 9

EN CAUSE :

Madame F L, RRN, domiciliée à
partie appelante, ci-après dénommée « *Madame L.* »
ayant comparu par son conseil, maître Stéphane ROBIDA, avocat à 4100 BONCELLES

CONTRE :

LA VILLE DE MALMEDY, inscrite à la Banque-Carrefour des entreprises sous le numéro 0206.700.763, représentée par son collègue communal, dont les bureaux sont situés à 4960 MALMEDY, rue Jules Steinbach 1,
partie intimée, ci-après dénommée « *l'employeur* » ou « *la ville* »
ayant pour conseil maître Vincent DELFOSSE, avocat à 4000 LIEGE, rue Beeckman 45
et ayant comparu par maître Sophie POLET

•
• •

INDICATIONS DE PROCEDURE

Vu en forme régulière les pièces du dossier de la procédure à la clôture des débats le 27 septembre 2023, et notamment :

- le jugement attaqué, rendu contradictoirement entre parties le 22 décembre 2022 par le tribunal du travail de Liège, division Verviers, 2eme Chambre (R.G. 21/58/A) ;
- la requête formant appel de ce jugement, reçue au greffe de la cour du travail de Liège, division Liège, le 26 janvier 2023 et notifiée à la partie intimée par pli judiciaire le 27 janvier 2023 invitant les parties à comparaître à l'audience publique du 22 février 2023 ;
- le dossier de la procédure du tribunal du travail de Liège, division de Verviers, reçu au greffe de la cour le 2 février 2023 ;

- l'ordonnance rendue le 22 février 2023, sur pied de l'article 747 du Code judiciaire, fixant les plaidoiries à l'audience publique du 27 septembre 2023 ;
- les conclusions, ainsi que les conclusions additionnelles et de synthèse de la partie intimée, reçues au greffe de la cour respectivement les 21 avril 2023 et 16 août 2023 ;
- les conclusions de la partie appelante, reçues au greffe de la cour le 23 juin 2023 ;
- le dossier de pièces de la partie intimée, reçu au greffe de la cour le 21 avril 2023, ainsi que celui déposé lors de l'audience publique du 27 septembre 2023 ;
- le dossier de pièces de la partie appelante, reçu au greffe de la cour le 11 septembre 2023 ;

Les conseils des parties ont plaidé lors de l'audience publique du 27 septembre 2023.

La cause a été prise en délibéré lors de cette même audience.

I. LES ANTECEDENTS DU LITIGE

1

La décision qui ouvre le litige a été prise par la ville en date du 17 février 2020 : la ville, en sa qualité d'employeur, refuse de reconnaître un accident du travail dont madame L. soutient avoir été victime en date du 21 août 2019.

La décision est motivée comme suit :

« (...) »

Le collège communal décide que les faits décrits ci-dessous ne sont pas constitutifs d'un accident du travail.

Notre décision s'explique comme suit :

Il appartient au demandeur de la réparation accident du travail d'apporter la preuve d'un fait accidentel survenu dans le cours des prestations. Si la déclaration de la victime peut suffire, c'est à la condition de s'inscrire dans un faisceau de présomptions graves, précises et concordantes. En l'espèce, aucun élément ne vient corroborer votre déclaration.

En effet, vu la date à laquelle vous déclarez les faits à votre hiérarchie, soit seulement le 03 décembre 2019, vu la tardiveté avec laquelle les premiers soins ont été réalisés soit seulement le 12 septembre 2019, vu l'absence de témoignage de nature à corroborer les faits, force nous est de constater que les faits déclarés ne sont pas prouvés à suffisance de droit.

(...) ».

2

Par requête du 11 février 2021, madame L. a introduit un recours contre cette décision devant le tribunal du travail. Elle demande au tribunal de dire pour droit qu'elle a été victime d'un accident du travail en date du 21 août 2019 et, avant dire droit sur le surplus, d'ordonner une expertise médicale en vue de déterminer les séquelles de cet accident.

3

Par jugement du 22 décembre 2022, le tribunal a dit la demande recevable mais non fondée. Il a condamné l'employeur aux frais et dépens de l'instance (indemnité de procédure et contribution au fond d'aide juridique).

4

Il s'agit du jugement dont appel.

5

Par requête du 26 janvier 2023, madame L. a saisi la cour d'un appel en soutenant la réalité de l'existence d'un évènement soudain. Elle demande donc à la cour de faire droit à sa demande originaire.

II. LES FAITS

6

Madame L. exerce la profession de technicienne de surface pour la Ville de Malmedy. Elle est préposée au nettoyage des locaux scolaires.

7

Elle affirme en termes de requête que :

- le 21 août 2019, vers 10 h, elle était occupée à nettoyer les bancs d'une classe ;
- en retournant le 20^{ème} banc, elle a senti une douleur importante au niveau de l'épaule ;
- elle a poursuivi sa journée de travail, elle était seule au moment des faits ;
- elle ne déclarera les faits que le 22 août 2019 à son chef, monsieur D.

8

Par courrier daté du 18 février 2020, le MEDEX reconnaîtra l'existence d'un lien causal entre les lésions et l'accident du travail.

Ainsi, le MEDEX estimera que les absences du 4 novembre 2019 jusqu'au 31 janvier 2020 sont en lien causal avec l'accident du travail revendiqué.

9

Par lettre recommandée envoyée le 3 mars 2020, la ville notifiera à madame L. une décision de refus d'intervention prise par le Collège communal, le 17 février 2020.

10

Par courrier daté du 13 août 2020, FEDRIS refusa d'intervenir dans ce dossier en raison de l'absence d'un faisceau de présomptions graves, précises et concordantes venant conforter la déclaration de madame L.

Ainsi, l'Agence relève que les faits datent du 21 août 2019 mais que les premiers soins n'ont été dispensés que le 12 septembre 2019.

La déclaration des faits n'a été notifiée à l'employeur que le 3 décembre 2019.

Par ailleurs, elle constate l'absence de témoins.

11

La déclaration d'accident produite dans le dossier de l'employeur (pièce 1) est datée du 5 décembre 2019 et est signée par le conseiller en prévention.

Elle mentionne les éléments factuels suivants :

- le jour et l'heure de l'accident, le 21 août 2019 à 10h00 sachant que l'horaire prévu l'était de 7h00 à 12h00 ;
- la victime se trouvait dans l'école et nettoyait des classes à fond avant la rentrée, elle nettoyait les bancs dessus et dessous pour enlever les chewing-gums, traces de marqueur ; ayant mal au dos, elle devait mettre chaque banc sur hauteur (relation des faits tirées du document intitulé « déclaration accident du travail » daté du 3 décembre 2019 et produit en pièce 1 du dossier de madame L.) ;
- les premiers soins ont été donnés le 12 septembre 2019 à 08h00 (sur base du certificat médical établi par le médecin de madame L. et produit en pièce 1 du dossier de madame L. Ce certificat retient le lien causal entre les lésions et l'incapacité décrite au contraire du certificat attestant d'une prolongation de l'incapacité établi par un autre médecin qui mentionne un lien avec une autre maladie) ;
- la date de déclaration à l'employeur, le 3 décembre 2019 ;
- une incapacité de travail attestée par le médecin conseil de madame L. à la date du 4 novembre 2019 pour périarthrite scapulo-humérale-rupture partielle du sous-épineux.

12

Dans le questionnaire renvoyé à la compagnie d'assurance de la ville daté et signé par madame L. du 14 décembre 2019, cette dernière précise (pièce 2 du dossier de la ville) :

« Le 21 août, je faisais le grand nettoyage des classes de l'école des grands prés. Pour pouvoir nettoyer les bancs à l'intérieur et à l'extérieur, je devais les lever et les positionner sur un autre banc. Lors d'une de ces manipulations, j'ai ressenti une vive douleur. J'ai continué et terminé ma journée. Le soir j'avais un « bleu » au biceps. Les jours suivants, j'ai continué à avoir une gêne. J'ai été chez le médecin et on a fait des infiltrations sans succès. Fin octobre plus de force dans le bras. Echographie => Rupture de coiffe des rotateurs + lésion de la partie antérieure et centrale du tendon supra-épineux »

Dans cette déclaration, madame L. précise avoir signalé les faits pour la première fois à son médecin-traitant le 12 septembre. Elle pensait que c'était un coup dû à un mouvement inhabituel et que ça allait passer avec le temps.

Le délai écoulé entre les faits et les premiers soins s'explique comme suit : *« les premiers n'étaient pas adaptés et c'est seulement après une échographie que sont apparus les lésions ».*

Il n'y a pas de témoin direct ou indirect de cet accident.

13

En cours de procédure, madame L. a produit cinq attestations émanant des membres de sa famille (sa mère, son mari, son fils), d'une voisine et d'une amie en vue d'établir qu'elle leur a exposé le jour même ou très rapidement les faits survenus le 21 août 2019.

14

En pièce 3 de son dossier madame L. produit un document établi par ses soins et intitulé « Explications des faits chronologiques de l'accident du 21 août 2019 » :

« (...) Au 20ème banc que j'ai retourné, il a glissé et j'ai voulu le rattraper. C'est là que j'ai senti une importante douleur. Au moment même, j'ai essayé de terminer et comme les muscles étaient chauds, j'ai réussi à terminer ma journée. (...) Le chef est venu voir mon travail le 22 août et il m'a dit de tout re-nettoyer soit disant qu'il y avait de la poussière partout. Je lui ai signalé que je m'étais fait mal avec la manipulation des bancs et il ne m'a même pas dit d'aller faire une déclaration d'accident. (Monsieur D. m'a dit : « vous avez encore le bras gauche pour travailler »). Suite à sa visite et ses propos négatifs, j'étais en pleurs. Les institutrices avaient réunion et elles m'ont réconfortées. Elles non plus, elles n'ont pas eu l'idée de me conseiller d'aller faire cette déclaration. (...) ».

Madame L. expose ensuite le détail du travail de la journée du 23 octobre estimant « (...) C'est peut-être là que ça a été coup de grâce pour mon bras (...) ».

III. LA POSIITON DES PARTIES

III.1. La position de madame L.

15

Madame L. considère que l'autorité médicale, le MEDEX, a reconnu le lien causal entre les lésions et l'accident du travail.

Les décisions du MEDEX ont une portée obligatoire y compris sur cette causalité qui ne permet plus de remettre en cause l'existence de l'évènement soudain.

16

Sur le fond, elle considère que sa version des faits est restée semblable tout au long de la procédure.

Elle affirme que l'évènement soudain réside dans le fait d'avoir manipulé un banc afin de le placer en hauteur. Le banc a chuté sur son épaule suite à la douleur et non l'inverse.

Cette version est précisée dans la déclaration d'accident, dans le document reprenant la chronologie des faits repris en pièce 3 de son dossier et enfin, dans le rapport médical du docteur C, son médecin conseil.

En ce qui concerne le délai entre l'accident et les premiers soins, elle indique avoir tenté initialement l'automédication.

Par ailleurs, elle dépose diverses attestations de témoins indirects justifiant les faits litigieux.

Elle estime, dès lors, démontrer l'existence d'un évènement soudain.

En ce qui concerne les lésions, elle s'en réfère au rapport de son médecin conseil.

17

Les frais et dépens sont liquidés à la somme de 437,25 EUR quant à l'indemnité de procédure d'appel.

III.2. La position de la ville

18

La ville demande qu'il soit dit pour droit que madame L. n'a pas été victime d'un accident du travail le 21 août 2019.

Il est soutenu que la compétence du service médical MEDEX ne s'étend pas à la reconnaissance de l'accident du travail et donc pas à l'existence d'un événement soudain tel que cela ressort de la lecture conjointe des articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 13 juillet 1970 et de la jurisprudence de la Cour de Cassation.

La ville vise aussi un arrêt de la cour du travail de Liège du 22 mars 2022 et un arrêt du 8 décembre 2022.

19

Sur le fond, madame L. ne rapporte pas la preuve d'un événement soudain.

Sa version dans la description des faits a été plus qu'évolutive : s'agit-il de douleurs survenues lors de la manipulation d'un banc ? D'un coup sur l'épaule ? D'une chute sur l'épaule ? De douleurs survenues en tentant de rattraper un banc en train de glisser ?

La ville émet des réserves quant aux attestations fournies.

Elle relève que madame L. attendra 22 jours avant de consulter son médecin.

En outre, le premier certificat rédigé par le chirurgien orthopédique, le docteur F fait référence, en outre, à une PSH chronique.

Elle constate qu'aucune incapacité temporaire totale n'intervient immédiatement après l'accident et ce, alors même qu'il est fait état d'une rupture de la coiffe des rotateurs.

De plus, la déclaration d'accident est tardive puisqu'elle date du 3 décembre 2019.

20

Il est demandé à statuer ce que de droit quant aux dépens.

IV. LA DECISION DE LA COUR

IV.1. La recevabilité de l'appel

21

Il n'apparaît pas des pièces du dossier que le jugement dont appel a été signifié.
L'appel, introduit dans les formes et dans le délai légal, est recevable.

IV.2. Le fondement de l'appel

IV.2.1. Le rôle du MEDEX

22

La cour partage l'analyse du tribunal quant à l'absence de caractère contraignant de la décision du MEDEX sur la notion d'évènement soudain.

23

La loi cadre du 3 juillet 1967 sur la prévention et la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public trouve à s'appliquer en l'espèce par le biais de l'arrêté royal du 13 juillet 1970 qui vise notamment le personnel des communes.

L'article 8 de cet arrêté royal définit dans sa version applicable depuis le 1^{er} juillet 2014, suite à la modification apportée par l'arrêté royal du 8 mai 2014, les attributions du Medex qui est désigné :

- pour vérifier le lien de causalité entre l'accident du travail et les lésions;
- pour établir le lien de causalité entre l'accident du travail et les périodes d'incapacité de travail;
- pour fixer la date de consolidation, le pourcentage d'incapacité permanente et le pourcentage de l'aide d'une tierce personne.

L'établissement du lien de causalité entre l'accident du travail et les périodes d'incapacité de travail ne comprend pas le contrôle de l'absence.

Le Medex est donc compétent pour se prononcer sur ces différents éléments médicaux et sa décision lie l'employeur¹.

Sa compétence ne vise pas la notion d'évènement soudain qui s'examine en amont et qui relève de la compétence de l'employeur. Tout comme relève de sa compétence l'examen de la condition qui exige que l'accident survienne dans le cours de l'exercice des fonctions.

¹ S. Remouchamps, « le rôle du Medex » in Les accidents du travail dans le secteur public, Anthémis, 2015, pp.271, 283-284 ; F. LAMBRECHT, *La déclaration, la procédure administrative et la procédure en révision*, dans *Les accidents du travail dans le secteur public*, 2015, Limal, Anthémis, p. 130 versus C. trav. Liège, 22 mars 2022, RG 2019/al/338.

En ce que le MEDEX est compétent - et sans même devoir apprécier si cette compétence est contraignante ou pas - pour vérifier le lien de causalité entre l'accident du travail et les lésions, cela vise une autre condition qui fait l'objet d'une présomption légale réfragable en faveur de la victime selon laquelle la lésion est présumée, jusqu'à preuve du contraire, trouver son origine dans un accident si la victime rapporte la preuve de l'existence d'un événement soudain.

24

A supposer comme l'expose le tribunal que la ville a demandé l'avis du MEDEX afin de déterminer si les lésions constatées pouvaient être dues à l'évènement soudain revendiqué et ce, comme élément d'appréciation de cette condition d'existence d'un événement soudain, la position du MEDEX est un avis non contraignant.

25

Par conséquent, il revenait bien au tribunal et à la cour après lui, de déterminer si un événement soudain est survenu le 21 août 2019.

IV.2.2. L'évènement soudain

26

Pour qualifier un fait accidentel en « accident » « du travail », en application de la loi du 3 juillet 1967 applicable dans le secteur public, l'existence des éléments suivants doit être établie :

- un événement soudain ;
- qui a pu produire une lésion ;
- survenu dans le cours et par le fait de l'exercice des fonctions.

27

La charge de la preuve de ces éléments incombe à la victime de l'accident qui, une fois ces éléments prouvés, bénéficie de deux présomptions légales à savoir que :

- lorsque l'existence d'un événement soudain et d'une lésion est établie, celle-ci est présumée, jusqu'à preuve du contraire, trouver son origine dans l'accident ;
- l'accident survenu dans le cours de l'exercice des fonctions est présumé, jusqu'à preuve du contraire, survenu par le fait de l'exercice des fonctions.

Compte tenu de l'allègement de la charge de la preuve d'un accident du travail dans le chef de la victime, il convient d'être rigoureux dans l'appréciation des éléments de preuve soumis au juge appelé à connaître de la demande².

La preuve de ces éléments peut être rapportée par toutes voies de droit, témoignages et présomptions compris.

La déclaration de la victime peut valoir à titre de présomption et elle revêt une valeur probante certaine si elle est corroborée par des présomptions qui en confirment le contenu, si elle s'insère dans un ensemble de faits cohérents et concordants.

28

Il appartient donc à la cour de prendre connaissance de l'ensemble des circonstances de faits pertinentes pour déterminer sa conviction sur la réalité ou l'absence de l'événement soudain allégué et d'établir l'importance respective des éléments favorables et défavorables à la reconnaissance de l'accident³.

29

Le fait que la déclaration a été rentrée tardivement n'est pas sanctionné comme tel par la loi sur les accidents du travail. Il appartient cependant toujours au juge d'apprécier la valeur de la preuve présentée par la victime et dans ce cadre, un retard inexpliqué peut être apprécié à l'encontre de la victime⁴.

30

Notons, que « *Même s'il a subi une lésion, le travailleur ne ressent pas nécessairement le besoin de se déclarer inapte illico presto. Il a ainsi été jugé qu'il n'est pas admissible de pénaliser un travailleur qui tente de dominer son mal afin de poursuivre ses prestations et ne fait valoir l'accident que plus tard, lorsque la lésion apparaît sérieusement* ».⁵

Il est *a priori* normal pour un travailleur qui glisse ou chute, de s'empresse de se relever sans nécessairement appeler au secours à la cantonade.⁶

² F. KURTZ, Accidents du travail : l'événement soudain, in Actualité de la Sécurité Sociale. C.U.P. 2004, p.753 ; C. trav. Liège, 16 juin 1994, J.T.T. 1994, p.426 ; C. trav. Mons, 13 novembre 1998, J.L.M.B. 1999, p.113 et Obs. Luc VAN GOSSUM.

³ F. KURTZ, Accidents du travail : l'événement soudain, in Actualité de la Sécurité Sociale. C.U.P. 2004, p. 755-756 ; C. trav. Mons, 27 novembre 2008, RG 20710; C. trav. Liège, 14^e Ch., 28 janvier 1992, Ch. D.S. 1992, p.189 ; C. trav. Liège, 8^e Ch., 11 décembre 2003, RG 30.864/02 ; C. trav. Liège, 6^e Ch., 26 octobre 2005, J.L.M.B. 2006, p.686.

⁴ C. trav. Mons 27 novembre 2008, RG 20710; L.VAN GOSSUM, « *Les accidents du travail* », Larcier, 2007, page 68.

⁵ M. JOURDAN, « L'accident (sur le chemin) du travail : notion et preuve, Bruxelles, Kluwer, 2006, page 101

⁶ C. trav. Bruxelles, 28/10/2013, RG 2012/AB/4

31

Une lésion n'est toutefois présumée avoir été causée par un accident que lorsqu'un événement soudain est déclaré établi et pas seulement possible⁷.

32

Quant à la preuve contraire à apporter par l'employeur.

Selon la Cour de cassation (et le raisonnement est également valable dans le secteur public)⁸ : « *la présomption de l'article 9 de la loi du 10 avril 1971 est renversée lorsque le juge a la conviction que la lésion ne trouve pas son origine dans l'accident; que, lorsque le juge décide qu'il est au plus haut point vraisemblable que la lésion n'a pas été causée par l'événement soudain, il peut ressortir du contexte de sa décision qu'il a la conviction que la présomption légale a été renversée* ».

L'employeur doit donc prouver avec le plus haut degré de vraisemblance, sans que l'on puisse exiger la preuve d'une certitude absolue, l'absence de lien entre la lésion diagnostiquée et l'événement soudain.

Tel sera par exemple le cas si la lésion ne peut être la conséquence de l'événement soudain retenu à défaut du moindre rapport entre l'un et l'autre (la lésion ne peut médicalement ou raisonnablement trouver son origine dans l'événement soudain en raison de son siège, de sa nature ou de son importance, ...) et/ou parce qu'elle est peu compatible avec la description du fait accidentel ou parce que la lésion trouve son origine en dehors de l'événement soudain, est due à une circonstance extérieure à celui-ci⁹.

33

L'exercice habituel et normal de la tâche journalière peut être un événement soudain, à la condition, que dans cet exercice, puisse être décelé un élément qui a pu produire la lésion : la notion d'événement soudain n'est pas limitée à des événements qui n'auraient pas pu se produire en tout autre lieu et en tout autre temps et il n'est pas requis que l'élément ayant pu provoquer la lésion se distingue de l'exercice normal du contrat, en d'autres termes, la victime n'a pas à établir qu'elle a, dans l'exécution de sa tâche journalière, effectué des efforts particuliers ou travaillé dans des circonstances ou situations particulières¹⁰.

La cour se rallie à la jurisprudence constante de la Cour de cassation¹¹ et sanctionne le raisonnement imposant, pour la qualification de l'événement soudain, la preuve de circonstances particulières, ce qui revient à exiger un événement qui se distingue de l'exécution normale et habituelle de la tâche journalière ou du contrat de travail.

⁷ Cass., 6 mai 1996, Pas., p. 421.

⁸ Cass., 19 octobre 1987, Pas. 1988, I, 184.

⁹ C. trav. Mons, 6 septembre 2010, RG 1997.AM. 14874, www.juridat.be; S. REMOUCHAMPS, La preuve en accident du travail et en maladie professionnelle, RDS, 2013/2, p. 498-499.

¹⁰ Cass., 2 janvier 2006, J.T.T. 2006, p.53.

¹¹ Cass., 28 mars 2011, JTT 2011, pp. 337-338 : la Cour de cassation censure la non-reconnaissance de l'événement susceptible de causer la lésion en raison de l'absence de circonstances particulières.

Un mouvement, un effort ou un simple geste répond à la définition de l'événement soudain sans qu'il soit nécessaire de viser une force extérieure¹² : « *L'événement accidentel soudain, qui consiste dans l'action soudaine d'un agent extérieur sur l'organisme de la victime, peut en particulier consister dans l'impact soudain sur cet organisme d'un mouvement accompli par la victime, tel un mouvement de rotation sur la jambe gauche, aux seules conditions qu'il soit bien identifié dans le cours de l'exercice de la fonction et qu'il ait pu constituer la cause, ou l'une des causes, de la lésion* ». ¹³

Dès lors qu'un élément est identifié, il ne peut être exclu sous prétexte qu'il n'existe aucune origine violente, aucune circonstance particulière expliquant la survenance de la lésion (agression, glissade, chute, effort anormal, réaction brusque, ...) ¹⁴.

34

Ce débat relève du lien causal : la cause des lésions est à examiner sur le plan du renversement de la présomption et non, en amont, au regard des circonstances anormales de la prestation de travail. ¹⁵

35

L'événement soudain est multiforme¹⁶, il peut être non seulement un événement mais un élément, fait, circonstance (conditions pénibles de prestations, conditions atmosphériques,...), action, état (état de tension, de nervosité, choc psychologique ou émotionnel,...) ou, comme l'indique la Cour de cassation dans un arrêt du 28 avril 2008¹⁷, un « *fait déterminable dans le temps d'une durée relativement brève* », qui est associé à une circonstance professionnelle et qui est susceptible de causer ou d'aggraver la lésion.¹⁸

La doctrine résume la notion d'événement soudain comme suit et la cour fait sien ce raisonnement conforme à la loi :

« *L'on peut synthétiser ces hypothèses comme suit :*

- *l'événement soudain peut résider dans l'action de la victime ;*
- *il peut s'agir d'un fait, d'une circonstance que subit la victime directement ;*
- *ou encore, d'un fait ou circonstance dont elle a été témoin ;*
- *ou même, de ceux qui ont pu être ressentis par elle alors qu'elle n'a été ni impliquée ni témoin »*¹⁹.

¹² Guide Social Permanent - Sécurité sociale : commentaires, Partie I, Livre II, Titre II, Chapitre III, 1- 640, 650

¹³ C. trav. Liège, 24 mars 2005, RG 31835/03

¹⁴ C. trav. Liège, div. Namur (5^e chambre), 22/08/2016, *JLMB*, 2016, 988.

¹⁵ S. REMOUCHAMPS, « Petites variations autour de l'événement soudain, élément constitutif de la notion d'accident du travail », *Chr. D. S.S.*, 2011, pp. 218-219.

¹⁶ Guide Social Permanent - Sécurité sociale : commentaires, Partie I, Livre II, Titre II, Chapitre III, 1-500 et s.

¹⁷ Cass., 28 avril 2008. *Chr. D.S.* 2009, p. 315.

¹⁸ S. REMOUCHAMPS, *op. cit.*, p.219.

¹⁹ Guide Social Permanent - Sécurité sociale : commentaires, kluwer.connexion, 2015 r.690.

36

L'exigence de soudaineté est relative dans le sens où il ne s'agit pas d'une exigence d'instantanéité mais il ne peut être question de considérer une exposition professionnelle qui se manifeste sur la durée.

La cour partage l'analyse selon laquelle il est admis que l'événement soudain peut consister en actes successifs, en manipulations renouvelées, en mouvements répétés ou en efforts prolongés pour autant que cette succession s'inscrive dans le cadre de la soudaineté²⁰.

37

Le dépassement du seuil de tolérance de l'organisme ne doit pas être confondu avec la notion d'événement soudain qui doit toujours être identifiable et ne peut découler de la lésion²¹.

38

En l'espèce, la cour partage également l'analyse du tribunal et arrive à la conclusion que l'événement soudain soutenu par madame L. est possible mais pas établi à suffisance de droit.

38.1

Les attestations produites par madame L. qui émanent de membres de sa famille et de proches ne sont corroborées par aucune attestation émanant d'un collègue de travail.

Or, comme le souligne le tribunal, dans ses explications concernant la chronologie de l'accident fournie en pièce 3 de son dossier, madame L. précise :

- qu'avant les faits, la directrice, madame C A. ainsi que l'institutrice madame F G. étaient présentes,
- que le 22 août 2019, madame L. a rencontré son chef, monsieur D.,
- que suite à sa visite et ses propos négatifs, les institutrices en réunion l'ont réconfortée,
- que début septembre, les surveillantes se sont inquiétées de son état de santé.

Par ailleurs, même si madame L. travaillait seule dans une classe, des collègues étaient également chargé(e)s du nettoyage.

Aucune attestation de leur part n'est fournie.

²⁰ C. trav. Liège 13 novembre 2002, RG 30.677/02 cité par S. Gilson et F. Lambinet, « L'événement soudain : rappels inutiles ? » in Recueil de jurisprudence, Responsabilité – Assurances – Accidents du travail, vol. III, jurisprudence 2013, Anthémis, Limal, 2015, pp. 265 à 268.

²¹ C. trav. Liège, 14.09.2006, RG. 33.320/05, *id. ibid.*

38.2

Les traitements médicaux ne sont achetés que le 19 septembre au regard des listings produits à la demande du tribunal alors que madame L. précise ne plus avoir d'anti-douleurs et consulte son médecin-traitant le 12 septembre.

38.3

La déclaration d'accident est tardive alors que, notamment, différents médecins sont intervenus entre les faits vantés et le 3 décembre 2019 en invoquant la notion d'accident du travail.

38.4

La relation des faits par madame L. est également évolutive entre un travail de manutention de nombreux bancs, du 20^{ème} banc, du 20^{ème} banc qui glisse lorsqu'elle le retourne et qu'elle a voulu rattraper (point 14 de l'analyse des faits, supra) et même une chute sur l'épaule mentionnée dans un rapport médical daté du 29 novembre 2019 produit en pièce 1 du dossier de madame L. (une chute sur l'épaule droite est également mentionnée en date du 12 mars 2020 dans le rapport médical du docteur C. daté du 24 novembre 2020 et produit en pièce 8 du dossier de madame L.).

38.5

Enfin, la pièce 3 produite par madame L. contenant son descriptif des faits jette un doute sur la date de survenance de l'évènement soudain puisqu'il est fait état d'une autre journée pénible de travail en date du 23 octobre 2019 (point 14 de l'analyse des faits, supra).

38.6

Les références à une pathologie chronique, à une hyper-sollicitation ou à une autre maladie dans les documents médicaux produits par madame L. induisent le même doute.

Le dépassement du seuil de tolérance de l'organisme ne doit pas être confondu avec la notion d'évènement soudain qui doit toujours être identifiable et ne peut découler de la lésion.

39

La cour a donc pris connaissance de l'ensemble des circonstances de faits pertinentes pour déterminer sa conviction qui ne porte que sur une vraisemblance insuffisante de la réalité de l'évènement soudain allégué au départ de l'importance des éléments défavorables à la reconnaissance de l'accident.

La cour rappelle que l'article 8.29 du code civil définit l'admissibilité²² et la valeur probante²³ des présomptions de fait :

²² définie elle-même par l'article 8.1. 13° comme étant la conformité de la preuve avec les règles du livre VIII, qui précisent à quelles conditions un mode de preuve peut constituer la preuve d'un fait contesté.

- les présomptions de fait ne peuvent être admises que dans les cas où la loi admet la preuve par tous modes de preuve.
- leur valeur probante est laissée à l'appréciation du juge, qui ne doit les retenir que si elles reposent sur un ou plusieurs indices sérieux et précis. Lorsque la présomption s'appuie sur plusieurs indices, ceux-ci doivent être concordants.

Les indices ne sont en l'espèce pas suffisants et ne sont ni précis ni concordants.

40

Le jugement dont appel est donc confirmé.

V. LES DEPENS

41

Aucune contestation n'est soulevée quant aux frais et dépens de première instance. Le jugement subsiste sur ce point.

42

En application de l'article 16 de la loi du 3 juillet 1967, il y a lieu de condamner la ville aux frais et dépens de l'appel, liquidés pour madame L. à la somme de 437,25 EUR à titre d'indemnité de procédure.

L'employeur demande à la cour de statuer comme de droit quant à ces dépens.

A ce stade de la procédure, aucun élément ne permet de retenir une demande évaluable en argent de plus de 2.500 EUR.

Le montant de l'indemnité de procédure sera donc réduit à la somme de 218,67 EUR.

Les dépens comprennent la contribution due au fonds d'aide juridique de deuxième ligne liquidée par la cour à la somme de 24 EUR (loi du 19 mars 2017).

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Après en avoir délibéré et statuant publiquement et contradictoirement,

²³ définie elle-même par l'article 8.1.14° comme la mesure dans laquelle un élément de preuve convainc le juge sachant que la force probante est définie par l'article 8.1.15° comme la mesure dans laquelle un mode de preuve fait preuve selon la loi et dans laquelle le juge et les parties sont liés par ce mode de preuve.

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré,

Dit l'appel recevable mais non fondé,

Confirme le jugement dont appel en ce y compris quant aux dépens,

Condamne la ville de Malmedy aux frais et dépens de la procédure d'appel soit à la somme de 218,67 EUR à titre d'indemnité de procédure et à la somme de 24 EUR à titre de contribution au fond d'aide juridique de deuxième ligne.

Ainsi arrêté et signé avant la prononciation par :

Muriel DURIAUX, conseiller faisant fonction de président,
Jean-Marc ERNIQUIN conseiller social au titre d'employeur
Pierre DAVIN, conseiller social au titre d'employé
Assistés de Nicolas PROFETA, greffier,

le greffier

les conseillers sociaux

le président

et prononcé, en langue française à l'audience publique de la Chambre 3 C de la cour du travail de Liège, division Liège, au Palais de Justice, Annexe Sud du Palais de Justice, place Saint-Lambert 30 à 4000 Liège, le **mercredi 25 octobre 2023**, par :

Muriel DURIAUX, conseiller faisant fonction de président,
Assistée de Nicolas PROFETA, greffier.

le greffier

le président